

Finances publiques : le ministre Olivier Dussopt de passage à Landerneau (Le Télégramme)

Ce vendredi, Olivier Dussopt, ministre des comptes publics, est passé par Landerneau. Les manifestants qui l'y attendaient n'ont pas pu échanger avec lui.



Olivier Dussopt a été accueilli à la Maison des services publics par Patrick Leclerc, maire de Landerneau et président de la communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas.

(Le Télégramme/Hervé Corre - 21 mai 2021)

<https://www.letelegramme.fr/finistere/landerneau/finances-publiques-le-ministre-olivier-dussopt-de-passage-a-landerneau-21-05-2021-12754066.php>

Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance chargé des comptes publics était, ce vendredi, à Landerneau, afin d'inaugurer le Service de gestion comptable (SGC).

Dans le cadre de sa réorganisation, la direction des finances publiques entend déployer sept SGC sur l'ensemble du Finistère d'ici 2023. Ces derniers doivent venir remplacer, au fur et à mesure, la vingtaine de trésoreries que compte le département.

Fermetures en série

Une réorganisation qui n'est pas du goût de tous les agents des finances publiques. Ce vendredi, à Landerneau, la CGT, FO et Solidaires ont mobilisé une vingtaine d'entre-eux devant la Maison des services publics, où était attendu le ministre. « Ce SGC est un leurre. C'est une vitrine qui tente de cacher la suppression de trois trésoreries de proximité : celles de Daoulas (en décembre 2020), Lesneven et Plabennec. Le 1er septembre prochain, ce sera au tour de Saint-Renan. Elles ferment les unes après les autres », déplore l'un des manifestants.



Une vingtaine de manifestants ont attendu le ministre devant la Maison des services publics. Mais ce dernier n'est pas venu à leur rencontre.

Pas d'échange

Un autre lui emboîte le pas : « Il s'agit avant tout d'une réforme budgétaire dont l'objectif est de faire des économies en supprimant des emplois au profit d'une e-administration. Ainsi, en dix ans, les finances publiques, ce sont 500 emplois de perdus dans le Finistère. Nous n'avons plus les moyens d'exercer nos missions de service public. Et, au final, ce sont les usagers qui sont les grands perdants ».

Les manifestants n'ont guère pu faire entendre leur mécontentement au ministre, ce dernier ne s'étant pas arrêté à leurs côtés pour échanger.